Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 83 (1938)
Heft: 7

Artikel: La guerre et l'armée par le général Debeney
Autor: Clément-Grandcourt
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-341879

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

38e année No 7 Juillet 1938

REVUE MILITAIRE SUISSE

Pour la Suisse :
1 an fr. 12.— ; 6 mois fr. 7.—
3 mois fr. 4.—

ABONNEMENT

Pour l'Etranger :
1 an fr. 15.— ; 6 mois fr. 9.—
3 mois fr. 5.—

Prix du numéro : fr. 1.50.

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Avenue de la Gare 33, Lausanne — Compte de chèques post. II. 5209

ANNONCES : Société de l'Annuaire Vaudois S. A. — Pré du Marché, 3 — Lausanne

La guerre et l'armée

par le général Debeney

Réflexions d'après-guerre.

Ce qu'on appelait au XIXe siècle la philosophie de l'histoire et, plus encore que la philosophie de l'histoire, la philosophie militaire, étaient tombées, il y a peu d'années, dans un discrédit marqué. Les mémoires publiés par les chefs de guerre, par les hommes d'Etat, voire par les personnages royaux ou impériaux, décevaient bien souvent les lecteurs, qui venaient y chercher des expériences d'ordre supérieur et n'y trouvaient bien souvent que d'aigres plaidoyers *pro domo*.

Ils trouveront tout autre chose dans les « Réflexions d'après-guerre » du général Debeney. Aussi ne saurions-nous trop inciter nos camarades de l'armée suisse, non seulement à lire cet ouvrage si plein d'idées, de formules, de jugements, mais à le relire, à le méditer, à l'annoter. Son style est extraordinairement dense, et souvent lapidaire. Il traduit une pensée maîtresse d'elle-même, toujours forte et généralement juste. L'humour et l'ironie n'en sont pas absents. Les traits qu'ils lancent sont acérés, parfois un peu lourds et le plus souvent fort bien dirigés. Telle ou telle

page[1] est un véritable morceau d'anthologie. Ces réflexions, nous dit le vainqueur de Montdidier dans une sorte de préface, ne sont pas des mémoires — le moi n'en est cependant pas absent — mais elles ne prennent nulle part forme de panégyrique ou d'apologie. Les faits, pour l'auteur et pour ceux qui l'ont vu agir, parlent d'eux-mêmes.

L'expérience d'une vie, voilà le véritable titre qui conviendrait à ce volume et non pas seulement à son introduction. Il n'est pas très gros, mais il est extrêmement plein et provoque, sinon toujours une approbation sans réserve, du moins de fructueuses réflexions. En touchant aux questions les plus diverses de la guerre, de l'organisation militaire, de la politique, voire de l'économie nationale et internationale, le général Debeney a rédigé une sorte de *compendium* dont nous ne connaissons guère l'équivalent, que ce soit en France ou ailleurs.

Analyser une pareille œuvre est bien difficile. Il faudrait tout citer. Il faut choisir et pour cela nous laisserons de côté d'abord les considérations sur la politique et sur l'organisation économique des coalitions dont l'intérêt pour les lecteurs suisses est assez restreint. Mais ce n'est pas encore suffisant.

Le général Debeney a été d'abord et avant tout un grand soldat et un grand chef, un soldat invariablement heureux, et un chef qui n'a connu, sur les plus disputés et les plus difficiles des champs de bataille, que d'incontestables succès. Durant la grande guerre, sa carrière n'a été qu'une ascension, aussi méritée que continue [2].

[1] Citons, entre beaucoup d'autres, les pages admirables (115-118) consacrées aux forces morales, — celles aussi sur « l'armée, seule expression de la nation intégrale » (pages 143-145), — enfin les dernières sur le sentiment de la victoire et sur le moindre effort (370-378).

[2] Le général Debeney débute en 1914 comme sous-chef d'état-major du général Dubail, commandant la 1re armée, l'armée d'extrême-droite. Il devient chef d'état-major de cette armée, puis du groupe d'armées de l'Est dont le général Dubail, qui ne veut pas se séparer de lui, a pris le commandement. En avril 1915, promu général, il commande la 25e division, avec laquelle il combat au Mort-Homme ; il passe au 38e corps, puis au 32e corps sur la Somme, puis en décembre 1916 à la 7e armée en Alsace. Le 1er mai 1917, il est major-général des armées du Nord et du Nord-Est. En décembre 1917, il prend le commandement de la 1re armée : c'est l'Avre, Montdidier, St-Quentin, la 2e bataille de Guise et la réception des parlementaires allemands. Ces pages passionnantes sont à lire en entier et non pas à déflorer par des extraits.

Ce rôle extrêmement brillant a conduit le général Debeney — *volens nolens* — au poste de chef d'état-major de l'armée, poste qu'il occupera pendant 6 ans (1924-1930). Années extrêmement chargées, en particulier par la réorganisation de l'armée en 1928.

Comme son prédécesseur, le général Buat, le général Debeney, qui s'était montré un stratège de premier ordre, a moins bien réussi comme organisateur — On ne peut être universel. La réorganisation générale dont il fut le père, et que certains grincheux ont appelée la désorganisation générale, avait été conçue en fonctions d'une Allemagne désarmée. Elle se révéla vite caduque. Nous n'avons pas à la critiquer ici — mais nous voulons cependant remarquer que si, après les guerres du Ier Empire, la France eut des réorganisateurs de premier ordre en la personne des maréchaux Gouvion St-Cyr et Soult, si après les désastres de 1871, elle trouva dans le général de Cissey un reconstructeur dont l'œuvre tenait encore en 1914, ceux qui eurent pour tâche de rénover notre organisation après la victoire n'ont pu, sans doute à cause des circonstances, mettre sur pied un ensemble cohérent et durable. Rien d'analogue à la construction de la Reichswehr. Il est vrai qu'il fallait faire face à des exigences multiples, changeantes et parfois contradictoires : le Rhin, Constantinople, la Syrie, le Maroc, etc. Laissons donc complètement de côté le rôle législatif du général Debeney.

N'essayons pas non plus de faire, en parcourant les pages si riches d'expérience et de jugement, une synthèse de son livre, mais bornons-nous à l'analyse des points les plus importants, relevés au passage ou arbitrairement groupés.

Au moment où la guerre éclate, Debeney a 50 ans. A cet âge un homme est déjà cristallisé ». « Il ne faut pas attribuer aux écoles une vertu de formation qu'elles n'ont pas. » La formation de la génération du général Debeney et de la dizaine de générations qui la suivit fut faite dans l'espoir de la Revanche et par les officiers de la défaite. Debeney débute au 3e bataillon de chasseurs à pied et il a comme camarades Pétain et de Maudhuy. Il fait son temps

de troupe comme capitaine au 21e bataillon de chasseurs à Montbéliard où son souvenir était encore vivant peu avant la guerre. A la frontière, il a servi sous les ordres de chefs éminents que la nouvelle génération ignore, mais qui ont été pour beaucoup, quoique de bien loin, dans la victoire. Il mentionne particulièrement Hagron [1] et Négrier, qui furent des éducateurs et des tacticiens dont les enseignements avaient été, pour notre malheur, perdus de vue en 1914. On s'en aperçut à la bataille des frontières.

Sous leur influence et dans l'atmosphère âpre et salubre qui régnait dans les corps de couverture, le futur commandant d'armée devint un instructeur d'infanterie consommé. Il apprit à connaître à fond la troupe dans ces troupes qui manœuvraient tout le temps à proximité de l'ennemi probable. « Je plains, dit-il, ceux qui parlent de la monotonie de l'instruction ». L'instruction, sous les chefs que nous avions alors dans l'Est, pouvait — dans une large mesure — tenir lieu de l'expérience guerrière. On ne manœuvrait pas malheureusement partout comme dans l'Est et autant que dans l'Est.

Appelé en 1909 à l'Ecole de guerre au cours d'Infanterie où il succédait au colonel de Maudhuy et au colonel Pétain, le commandant Debeney y continua l'œuvre de ces fantassins 100 %. Rappelons ici que l'école supérieure de guerre est tout autant une école de tactique des diverses armes et de tactique générale qu'une école d'état-major. Elle est destinée à former des chefs de corps plus encore que des officiers d'état-major. Rien ne le prouve mieux que le chiffre de ses pertes durant la grande guerre. Sur 1800 officiers brevetés, 333 sont restés sur les champs de bataille. Le général Debeney rend un hommage mérité au rôle de ces officiers qui — même dans les rangs subalternes — exercèrent sur la continuité des opérations une action

[1] Notons seulement dans les portraits de ces deux grands meneurs d'hommes ce résumé du plan de concentration du général Hagron, plan alors trouvé bien timide. Il déployait trois armées seulement sur la ligne fortifiée Belfort-Verdun, et conservait deux armées en réserve sur la ligne Neufchâteau-Rethel. « D'abord tomber en garde. On verra après. » Ce plan était sage. Les événements de 1914 l'ont bien prouvé.

insoupçonnée et il rend en même temps hommage à cette maison de l'avenue Lamotte-Picquet que seuls ont le droit de critiquer en connaissance de cause ceux qui y ont passé.

Non sans malice d'ailleurs, l'auteur fait remarquer qu'il est tout de même curieux que le commandement supérieur de 1918 qui, somme toute, a réussi, ait compris une proportion aussi considérable de professeurs de l'Ecole de guerre.

Si je me rapporte à l'époque (1906-1908) où je comptais parmi ses élèves, je note en effet que l'infanterie, puis la tactique générale, y étaient professées par les lieut.-colonels de Maudhuy et Pétain, l'artillerie, puis la tactique générale, par Fayolle, le génie par Mondésir, la marine (ce n'était pas un des cours les moins remarquables) par le commandant (plus tard amiral) Schwerer, que d'autres professeurs s'appelaient Guillaumat, futur commandant de l'armée de Salonique, Prax, Toulorge, commandant de corps d'armée en 1913, et nombre d'autres que je ne puis citer.

Au cours de son livre, le général Debeney excelle, en quelques touches, à « pourtraicturer » admirablement ses chefs et ses compagnons d'armes. Joffre est pour lui « un très, très grand homme » dont le départ prématuré prolongea la guerre. Il lui attribue en particulier le talent d'avoir su amener peu à peu les autres chefs alliés à adopter sa manière de voir. Il y avait beaucoup de finesse sous la lourdeur apparente et volontiers silencieuse du « grand-père ».

Avec la même finesse et le même sens psychologique l'auteur admire surtout, semble-t-il, dans Foch, l'*estomac* dont il fit preuve en acceptant, au pire moment de 1918, la charge du commandement suprême.

Dans son récit extraordinairement vivant et détaillé de la bataille de l'Avre, c'est-à-dire du rétablissement français après la retraite de l'armée Gough, il campe un Fayolle, bonhomme, clairvoyant et optimiste, déclarant le 4 avril 1918, au soir : « A partir d'aujourd'hui, les Boches sont

f...tus ». Debeney constate, à cette occasion, qu'à l'autre bout de la hiérarchie « tous comprenaient la situation et étaient résolus : quand le troupier français comprend, cela marche ».

A propos de la contre-attaque de Mangin sur le Matz (juin 1918), il compare celui qui la monta et la déchaîna à Lannes ou à Davout. Pour avoir été de longs mois son commensal, je crois pouvoir dire qu'il y avait chez Mangin encore plus : ce n'était pas seulement un incomparable sabreur, le Blücher français, l'homme que les Allemands n'ont jamais intimidé, mais aussi une intelligence qui, en s'élevant dans la hiérarchie, s'étendait au lieu de se racornir, par une lecture immense et une compréhension surprenante du rôle de la France dans le monde, un sens national d'une étendue et d'une profondeur peu communes.

A cet égard remarquons que si le général Debeney rend pleine justice aux officiers coloniaux, il n'a jamais servi hors de France. Il est ce que les Africains appellent un *Roumi*, un métropolitain, et peut-être est-il parfois un peu trop sévère pour nos troupes indigènes et en général pour les troupes de métier. S'il y avait servi comme officier subalterne, il les aurait sûrement comprises et aimées comme il a compris et aimé le soldat métropolitain du service obligatoire, l'*électeur*. La Reichswehr nous montre que le soldat de métier n'est plus obligatoirement recruté dans la « bourbe des nations [1] ».

Parmi ces grands hommes de guerre, le général Debeney a le droit de se citer lui-même sans fausse modestie. Il rappelle le mot de Ludendorf à propos de la bataille de Montdidier gagnée par Debeney : « Le 8 août est le jour de deuil de l'armée allemande ». « Je n'ai pas beaucoup d'argent, ajoute le général, à léguer à mes nombreux enfants, mais je peux leur léguer cette phrase ».

[1] Ce mot célèbre est dû au comte de Saint-Germain, réformateur militaire et ministre de la guerre sous Louis XVI. Il faut le citer avec son contexte : « *Dans l'état actuel des choses* (au XVIIIe siècle), les armées ne peuvent être composées que de la bourbe des nations et de tout ce qui est inutile à la Société. C'est ensuite à la discipline militaire d'épurer cette masse corrompue, à la pétrir et à la rendre utile. »

* * *

De pareilles expériences — parmi lesquelles nous avons dû à notre grand regret faire un tri — un esprit philosophique, formé par les disciplines classiques, a le droit de tirer des règles.

La première pourrait étonner d'un chef qui a fort bien compris l'importance supérieure du moral et qu'on peut même appeler : un moraliste militaire. Cette règle c'est : le matériel a désormais une influence, une prépondérance tyrannique.

Il faut voir dans cette incontestable affirmation une réaction, légitimée par les faits, contre le mépris du matériel qui avait triomphé dans l'armée française, malgré bien des avertissements, dans les années qui précédèrent immédiatement la grande guerre.

Cette armée y entre avec un fusil non seulement démodé, mais usé, des mitrailleuses en nombre à peu près équivalent (n'en déplaise à une légende tenace) à la dotation de l'armée allemande, mais d'un système beaucoup trop délicat pour les opérations de campagne, une artillerie légère incomparablement supérieure à celle de l'adversaire, tellement supérieure qu'on la crut capable de toutes les tâches, même de celles qui lui étaient foncièrement étrangères, enfin une artillerie lourde peu nombreuse, disparate et ignorée ou à peu près des troupes qu'elle devait soutenir, alors que parcs, arsenaux et places fortes regorgeaient de l'excellent matériel de Bange, nettement meilleur, en particulier comme projectiles, à l'artillerie lourde de campagne allemande, mais auquel on ne fit appel — sauf rares exceptions — qu'à partir du 1er octobre 1914, quand le front fut stabilisé.

La guerre moderne (et les campagnes de Mandchourie et des Balkans l'avaient bien prouvé) exige *plus de matériel* que les guerres d'autrefois, et du côté français, on entre en campagne avec *relativement moins de matériel.*[1] Or la guerre

[1] On étonnera bien des militaires, même très avertis, en leur révélant que l'armée française du Rhin, en août 1870, était relativement mieux

de position, à laquelle on arrive au bout de 5 semaines, en veut encore plus que la guerre de campagne.

Le général Debeney fait ressortir avec beaucoup de force que l'insuffisance du matériel interdit pendant longtemps d'attaquer sur de larges fronts. Il fallait faire des transports d'artillerie d'une armée à une autre, et ce n'est qu'en 1918 que toutes les divisions, étant suffisamment pourvues par suite du développement des fabrications, on put attaquer partout. Durant des années les attaques se firent donc sur des fronts trop étroits, et le manque de munitions fut pour beaucoup dans leur arrêt prématuré. Nous croyons cependant — et nous l'avons exposé, preuves à l'appui, devant des auditoires suisses — que la véritable cause de certains des échecs de 1915 vint de l'engagement trop tardif (ou du désaxage) des renforts qui auraient dû et pu continuer la lutte en temps utile.

Ne nous arrêtons pas, malgré leur intérêt, aux pages qui traitent du stockage des divers matériels et du démarrage des fabrications de guerre : le problème ne se pose certainement pas pour la Suisse comme pour la France ou pour l'Allemagne. Mais retenons cette phrase grosse de sens : « Grâce à l'avance acquise par une préparation de guerre clandestine ...le danger d'une guerre à échéance est beaucoup plus redoutable et à coup sûr beaucoup plus probable que celui d'une attaque par surprise. »

Notons enfin ces trois vérités essentielles :

1° « Le matériel n'économise pas le personnel ». C'est la condamnation de la théorie démagogique qui veut substituer la machine à l'homme.

pourvue d'artillerie lourde de campagne que sa petite-fille, l'armée française d'août 1914. Chaque corps d'armée disposait alors en effet de 2 batteries de 12 (à 6 pièces), dont le calibre était un peu supérieur au 120 et dont le projectile, qui pesait plus de 10 kg., avait, pour l'époque, une réelle puissance. Cela sans parler de la réserve générale d'artillerie dont un des deux régiments était aussi pourvu de pièces de 12 (8 batteries à 6 pièces). « Il est certain, dit le général Fay dans son ouvrage : *Metz : Campagne et négociations*, que « si notre artillerie de campagne n'avait compté que des bouches à feu de ce dernier calibre, l'infériorité dans laquelle nous nous sommes trouvés n'aurait pas existé. Nos pièces de 12, supérieures par le calibre (aux pièces prussiennes) étaient en état de lutter avec égalité de justesse et de portée. » Nous croyons utile d'exhumer ces vieilles affirmations au moment où l'artillerie de campagne allemande est entièrement réarmée avec du 105.

2° Foin du mythe de la vitesse. « La puissance reprend le dessus dès que la bataille commence ». Ajoutons que le moteur donne le moyen d'unir la vitesse à la puissance et en particulier de construire une artillerie de campagne non seulement motorisée, mais blindée. Son calibre ne sera plus limité par les difficultés de la traction chevaline mais pourra atteindre le diamètre nécessaire et suffisant pour la destruction des obstacles habituellement rencontrés dans la guerre de campagne ; le projectile aura la puissance voulue, sans dépasser par son poids la possibilité d'un chargement rapide à la main. Le 155 lourd à traction hippomobile est bien lourd pour la guerre de campagne et ses obus peuvent, sans sophisme, être considérés comme trop puissants contre les fortifications non bétonnées. Un obus de 120, notablement supérieur au 105, suffirait dans la plupart des cas. Il semble donc nécessaire d'étudier une pièce de campagne à la fois canon et obusier automobile et blindée, et d'un calibre avoisinant le 120. L'obusier russe de 124 mm., employé dans la guerre d'Espagne par les Rouges, semble indiquer la voie [1].

3° Tout en reconnaissant l'importance croissante des unités motorisées et mécanisées, qui est indiscutable, l'auteur affirme la nécessité de conserver des chevaux pour les escadrons divisionnaires. Il n'est pas sans intérêt de voir une aussi haute autorité crier « gare ! » aux novateurs trop radicaux.

Mais le général Debeney nous révèle sa pensée intime, fruit de ses expériences : « A la guerre, il faut avoir les yeux fixés sur son infanterie ».

* * *

Aussi, après un hommage complet et sans restrictions à l'importance du matériel, revient-il à la troupe, « élément principal des armées. Il n'est pas à craindre que les progrès de l'armement lui enlèvent cette place privilégiée ».

[1] Se reporter à ce qu'en dit, dans ses si intéressantes *Impressions d'Espagne* (page 43), le capitaine Eddy Bauer.

Les vrais chefs savent ce qu'ils doivent au simple soldat et aux cadres subalternes qui, suivant une phrase célèbre de nos vieux règlements, « procurent leurs succès et préparent leur gloire ». Valeur de ces cadres subalternes « que le recrutement national nous fournit à foison, puisque sur 100 Français d'un groupe, 75 au moins sont aptes à devenir des gradés ». Union des armes, importance du premier engagement pour toute la suite de la campagne. Rôle de l'acte individuel « qui ne prend toute sa valeur dans la guerre moderne qu'après s'être propagé et transformé en vertu collective » ; sentiment de la justice de la cause [1], idée-force qui pénétra nos rangs et tint en échec celle de la supériorité raciale, mystique de nos adversaires ; défaillance ou ténacité des arrières qui entraînent la débâcle ou le succès final. Comment résumer cette analyse magistrale ?

La guerre est avant tout une affaire de psychologie. Un grand chef doit donc être un psychologue, du moins quand il commande à des masses « conscientes et organisées », comme les armées nationales de l'Occident — et non pas à des hordes. Dans ce conflit de forces morales qui mettent en œuvre des forces matérielles dont le rendement peut varier du simple au centuple suivant le moral de ceux qui les emploient et peut même tomber à zéro[2], c'est l'idée en définitive qui triomphe. « A matériel perfectionné, moral renforcé », dit le maréchal Franchet d'Espérey [3]. Le général Debeney résume une idée analogue en une image concrète : « Le porte-drapeau ne commande pas le régiment, mais sans lui il n'y a pas de régiment ».

Mais le moral ne suffit pas. Au caractère doit se joindre

[1] Qui justifie, d'après l'auteur, le recul initial de dix kilomètres, attribué à Viviani. Avouons que sur ce point, il nous est impossible de le suivre.

[2] Pénétrant en Russie avec l'armée polonaise pendant l'été de 1919, nous avons été frappés de la quantité de matériel, la plupart du temps excellent et provenant de l'Occident, que les Russes avaient abandonné sur place en se démobilisant volontairement. Au moment où l'armée russe a abandonné la partie, cette partie qu'elle avait si longtemps et si vaillamment soutenue malgré la pénurie du matériel, la pénurie avait pris fin mais le moral était à bout.

[3] Dans sa préface à notre ouvrage *Le Drame de Maubeuge* (librairie Payot).

l'instruction, ou plutôt l'instruction fait partie du moral. Le général Debeney n'oublie pas qu'il a été longtemps instructeur de troupe, puis formateur d'officiers, d'un choix d'officiers, à l'Ecole supérieure de guerre. Enfin dans les fonctions de chef d'état-major général, il a eu fort à s'occuper de ces centres, si développés depuis l'armistice, où l'armée française sélectionne ses futurs grands chefs. Au lieu d'opposer les deux termes il estime qu'ils se complètent. On peut s'étonner qu'il ne fasse pas une place plus grande à l'imagination, qui est le symptôme plus ou moins marqué du génie. Dans ce chapitre les formules lapidaires, mais justes quoique lapidaires, se multiplient.

« Le caractère, dit-il, c'est la vigueur morale qui conforme les actes d'un homme à ses idées », ce qui lui permet de faire *le pont* entre le caractère et l'intelligence, car il déduit de la première proposition que « le caractère est la forme suprême du jugement ». L'instruction développe, et aussi affermit le caractère. Tout « métropolitain », tout *Roumi* que soit le général Debeney, il souligne à merveille la différence entre les chefs coloniaux qui, après s'être distingués dans les 30 dernières années sur les théâtres d'opérations où la France avait reconstruit son empire d'outre-mer, et les Africains de 1870, infiniment moins travailleurs, infiniment moins liseurs et qui ne surent pas s'adapter à la guerre moderne. Ils passèrent de l'esprit d'offensive aveugle qui nous avait donné les victoires du second Empire à celui de défensive inerte qui annihila les magnifiques vertus militaires des combattants de Wœrth, de Rezonville et de St-Privat [1].

[1] Dans la 2e partie de la guerre de 1870, la France a trouvé des chefs de réelle valeur dans les officiers de marine employés à terre, et cela non seulement parce qu'ils avaient moins que leurs camarades de l'armée subi l'influence de la cour, mais parce que leurs lointaines et presque continuelles campagnes les avaient obligés à travailler seuls, à prendre des décisions personnelles, à faire acte de chefs, du petit au grand. La marine à cette époque administrait et gouvernait les colonies. Or, gouverner une colonie — surtout les colonies d'alors — c'est vouloir, prévoir, pourvoir, faire acte d'initiative. L'armée française de 1870 avait perdu son initiative (si remarquable sous le 1er Empire). La marine française l'avait gardée. Cela, et les solides traditions disciplinaires de la marine compensaient ce qui pouvait manquer aux amiraux en fait de connaissance de la tactique terrestre.

Glanons encore :

« La personnalité d'un chef ne livre son secret que dans les périodes d'épreuves ». Il ne faut pas vouloir former des *as* en temps de paix. Aussi le général Debeney est-il complètement hostile au classement dans les écoles. Il n'est pas non plus partisan de l'unité d'origine. En France du moins, la force du corps d'officiers — de l'active comme de réserves — vient en bonne partie de sa diversité d'origines. Ce n'est peut-être pas vrai dans d'autres armées, mais l'armée française, par ses qualités comme par ses défauts, ne ressemble à aucune autre et déconcertera toujours ceux qui voudront la juger sans y avoir servi.

Ici l'auteur reprend sous une autre forme l'axiome du bâton de maréchal « que chaque soldat porte dans sa giberne ». D'après lui — et nous n'y contredirons pas — le soldat, au bout d'une guerre de durée, est devenu chez nous un tacticien de 1er ordre. Il faut qu'il comprenne la manœuvre dont sa peau fera les frais. « Le commandement est tellement près de la troupe qu'il en fait le moral [1] ».

« Ailleurs la ligne de démarcation entre les officiers et la troupe risque de devenir une ligne de rupture ».

En France, l'officier n'est pas le représentant ou l'émanation d'une caste. Par toutes ses fibres, le corps d'officiers tient à toutes les fibres de la nation. Mais il n'a rien de commun avec la vie politique de la nation ; il s'abstient volontairement autant que légalement, de toute participation à ses luttes intérieures, et cette abstention le grandit plus qu'il ne le diminue.

L'auteur fait une courte incursion sur « le terrain brûlant » des plans de campagne de la stratégie et de la tactique. Le suivre sur ce terrain exigerait une étude à part avec cartes à l'appui. Là aussi, choisissons quelques vérités essentielles, qui ne sont cependant pas des vérités banales :

[1] Nous ne saurions trop recommmander à nos camarades de l'armée suisse la lecture de quelques livres sur la guerre, à peine romancés — mais pourtant *vécus*, comme *En suivant la flamme*, de Francis Parn, ou *Les vainqueurs*, de Georges Girard, qui font bien ressortir l'action des officiers de carrière sur la troupe, telle qu'elle était au début de la guerre.

1° Une des grandes différences de la guerre d'autrefois et de la guerre d'aujourd'hui, c'est que jadis il était difficile de modifier la force des colonnes, tandis qu'il était aisé, vu leur relative légèreté, d'en changer la direction. Aujourd'hui c'est l'inverse.

2° Au début de la guerre, les Allemands se sont mieux adaptés aux nécessités tactiques — les Français aux nécessités stratégiques.

3° Le général Debeney insiste à nouveau sur l'importance des engagements du début — avec exemples empruntés à la bataille des Ardennes. Pour lui, on ne saurait être trop prudent dans les prises de contact. Il faut marcher en garde, surtout devant un armement dont la puissance meurtrière n'a pas encore été éprouvée. Ajoutons qu'une fois l'équilibre des forces morales rompues, on peut et on doit être très audacieux.

Puis l'auteur revient sur ce sujet des cadres et des élites, qui lui tient particulièrement au cœur, et qui prend une importance capitale dans la France d'aujourd'hui.

La supériorité de l'élite n'est pas tant intellectuelle que morale. Le *mandarinat*, c'est-à-dire l'importance attachée aux diplômes, ne donne que des présomptions d'autorité. Il ne faut pas rechercher « la péréquation des esprits ». Pour la formation des élites, l'histoire a une valeur très supérieure à celle qui a été trop longtemps attribuée aux mathématiques [1]. L'instruction encyclopédique, l'instruction touche-à-tout, va à l'encontre de l'éducation et de la vraie formation de l'esprit.

Avant la Révolution, les élites se recrutaient par l'hérédité. Depuis, elles se recrutent — en France du moins — par l'instruction. Quand en viendra-t-on à l'aristocratie du caractère ? »

Puis le général retourne aux sujets proprement militaires. Le but de l'instruction est de former :

dans la troupe : des collectivités agissantes ;
parmi les officiers : des personnalités fortes.

[1] Et qui explique l'importance exagérée attachée dans la nation tout entière à l'Ecole polytechnique et à ses anciens élèves.

Il en vient, au cours de ses réflexions, à opposer la méthode de commandement française, où le chef est seul responsable, à la méthode allemande, où à côté du chef souvent choisi pour sa naissance, il y a le chef d'état-major, qui exerce le pouvoir effectif. Je ne sais trop s'il n'y a pas quelque chose d'artificiel dans cette antithèse. En tout cas elle paraît périmée. L'armée hitlérienne est et restera bien différente de l'armée impériale de 1914-1918. Malgré la reconstitution solennelle du *Grossgeneralstab*, il semble probable que les chefs de l'armée allemande de la « Revanche » commanderont effectivement et que leur responsabilité sera aussi directement engagée que celle des généraux de la Convention.

Le chef doit commander personnellement, mais il agit avec la collaboration de tous. La bataille, la victoire sont l'œuvre de tous et doivent être connues de tous. L'auteur s'élève avec raison contre ce que Maurice Barrès appelait « l'exagération de la teinte khaki », la grisaille généralisée, l'anonymat, l'ennui, pour tout dire, qui faillit ruiner le moral de l'arrière en 1917 plus encore que la lassitude et la souffrance. Pour ne pas renseigner l'ennemi, on n'informait même pas la nation des trésors d'héroïsme qui se dépensaient pour la sauver. Inconnus ils ont été prodigués et inconnus ils sont restés. C'est une explication et non des moindres, de la crise morale actuelle.

Le général Debeney a eu le grand mérite — déjà pendant la guerre — de comprendre que l'âme d'un peuple a besoin d'aliments concrets. C'est pourquoi il ne s'est pas contenté du terne communiqué, mais a baptisé ses victoires de noms faciles à retenir, dans des ordres du jour où l'on retrouve comme un écho des proclamations napoléoniennes.

* * *

En traitant des coalitions, l'auteur en arrive à la haute politique. Il retrouve tout son humour pour remarquer que « La S. D. N., créée pour empêcher la guerre, consacre

avec foi ses efforts à la généraliser ». Il souligne la difficulté des coalitions, lorsqu'un des coalisés n'exerce pas une action prépondérante sur tous les autres. Or, même chez nos adversaires, la direction unique de la guerre ne fut remise à l'Allemagne que le 6 septembre 1916 seulement. Il en vient à parler de la question polonaise, et affirme « qu'il y a bien vraiment une morale de l'histoire. Il est bon de constater que le grand crime politique du 18e siècle est loin d'avoir été sans influence sur la chute des deux empires spoliateurs [1] ».

Chez les Alliés, ce fut trop longtemps l'attelage à 3, à 4, à 5 [2]. Divergence des buts et complication des efforts s'accrurent par la manie de l'échantillonnage. Nous voulons dire par là que sur les théâtres secondaires, les Alliés voulurent toujours — sans doute par méfiance réciproque — être tous représentés, au lieu de charger telle puissance de telle opération, à l'exclusion des autres. Sur le théâtre principal France-Flandres, la présence de contingents de toutes (ou presque toutes) les armées alliées pouvait se justifier. Mais aux Dardanelles, à Salonique, en Palestine, au Hedjaz, à Arkhangel, en Sibérie ?? C'était multiplier à plaisir les frottements, là où, bien souvent, l'importance de l'opération ne le justifiait pas.

On sait, mais il est bon de le rappeler, que si le commandement unique joua en Macédonie à partir du 20 juillet 1916, ce ne fut que le 14 avril 1918, en présence d'une situation presque désespérée, que Foch fut nommé — sans restrictions — général en chef des armées alliées.

Ce qu'on sait beaucoup moins, et ce qui a été complètement oublié dans certains pays, c'est le rôle joué par la France dans l'organisation, ou la réorganisation, ou la coordination de toutes les forces alliées (ou associées comme les Américains). En 1917, elle avait 4000 officiers détachés dans les armées étrangères.

[1] Et sur celle de la Russie où l'on comprit trop tard l'intérêt qu'aurait eu la reconstitution du royaume polonais sous l'égide du tsar.

[2] Le maréchal Pétain aurait dit : « J'admire beaucoup moins Napoléon depuis que j'ai vu ce que c'était qu'une coalition. »

L'auteur traite aussi des coalitions économiques et montre comme elles sont difficiles à réaliser. On goûtera la saveur de son aphorisme : « Toutes les fois que les hommes font des bêtises, ils s'en prennent à l'organisation. »

* * *

Mais le général Debeney ne reste pas sur cette note un peu désabusée. La conclusion de son livre sonne comme un véritable coup de clairon. Ce qu'il dit de la préparation de la nation, du but à lui fixer, du rôle du corps enseignant, du danger des solutions incomplètes et du *moratorium moral* n'est pas spécial à la France, mais intéresse, à des degrés divers, toutes les nations qui veulent vivre, et non pas se laisser vivre.

* * *

En achevant l'analyse de ce livre à la fois si divers et si compact, je m'aperçois que j'ai dû laisser de côté tant de traits importants, tant d'axiomes saisissants et pleins de pensée que j'en pourrais tirer une deuxième étude, aussi longue que la première, et toute différente de celle-ci, non pas dans ses conclusions, mais dans les enseignements qu'elle résumerait. C'est dire la richesse de la matière. Il faut ménager les lecteurs, quelles que soient leur compétence, leur complaisance et leur bonne volonté.

Mais pour leur donner une idée exacte de *La guerre et les hommes*, il faut tenir compte aussi de l'émotion contenue qui vibre dans ces aperçus philosophiques, dans ces raccourcis de tactique et d'histoire, dans ces jugements sur les hommes. Et c'est pour cela que j'ai gardé pour la fin la dédicace :

« A mes fils, tous deux blessés au service de la France [1]. »

[1] L'un d'eux, en particulier, a été amputé du bras ; il a professé à l'école de guerre comme son père et a été attaché militaire à Rome.

» A mes compagnons d'armes :
» de la 25e division,
» du 32e corps d'armée,
» de la 1re armée. »

On a pu voir, à travers les pages qui précèdent, comment le philosophe militaire qu'est le général Debeney revient toujours, et avec quel cœur, vers ces artisans de sa gloire qui, eux aussi, lui doivent une bonne partie de la leur et pour lesquels il a, comme pour ses propres fils, gardé un cœur de père. La paternité d'armes est un sentiment aussi réel que la fraternité d'armes.

Et maintenant, ce souvenir personnel :

6 décembre 1918. Le camp de Châlons — où nous avons vécu tant de sueur comme Saint-Cyriens et où tant des nôtres ont versé leur sang aux grandes attaques de Champagne — en vue même de ces baraquements de Mourmelon, où les quatre régiments de la 14e division, de la division des As, sont rassemblés en formation de revue pour recevoir la fourragère aux couleurs de la médaille militaire que chacun d'entre eux a méritée par 4 citations à l'ordre de l'armée. Je commande le 35e, qui a laissé 900 morts sur le terrain le 25 septembre 1915, à quelques kilomètres d'ici, et qui, le 26 septembre 1918, il y a moins de 3 mois, a enlevé la légendaire Butte de Tahure, à côté de son vieux camarade le 60e. Des présents sur les rangs en ce jour de récompense, pas un sur dix certainement qui n'ait été blessé. La sonnerie : « Aux champs de pied ferme » éclate, triomphale, et face aux régiments apparaît le commandant de l'armée. Il a tenu à accrocher lui-même les fourragères jaunes et vertes à nos 3 drapeaux et à l'étendard du fidèle 47e d'artillerie, qui nous a si bien soutenus, de Mulhouse au Signal d'Orfeuil. Alors que tant de généraux débarquent en automobile devant le front des troupes pour disparaître au bout du temps minimum et au grand détriment de leur prestige, le général Debeney arrive à cheval, comme un maréchal de premier Empire. Haute taille, maigre et sévère

visage que coupent la moustache et la mouche traditionnelle de la vieille armée, le général n'a pas le genre américain ou le genre anglais, mais bien le genre français. Il passe la revue, lit d'une voix forte les citations du 35e, du 44e, du 60e, du 47e d'artillerie, les drapeaux viennent s'incliner devant lui pour recevoir l'emblème qui commémore tant de gloire et tant de sacrifices. Et puis, avant de se disloquer, la division des As défile une dernière fois en formation massive aux accents de *Sambre-et-Meuse* devant le grand chef, car c'est un grand chef.

Il va y avoir 20 ans de cela...

Général CLÉMENT-GRANDCOURT.